

## Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Emploi et création d'entreprises

#### Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### Absents :

## Quartiers d'été 2020 - Vacances apprenantes - Approbation du programme - Demande de subventions pour les actions renforcées

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

La réouverture partielle voire incertaine des frontières, les difficultés économiques, éducatives... rencontrées par les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui subissent de plein fouet la crise liée au COVID, la perspective des vacances d'été à passer sur les quartiers ont été, dès la fin du confinement, des sujets d'inquiétude partagés tant à Montpellier que dans les autres villes et métropoles françaises.

Dès la mi-mai, un travail transversal, conduit par le service politique de la ville, avec les directions et services Ville et Métropole (cohésion sociale, maisons pour tous, PRE, culture, sports, jeunesse, éducation et CLSPD) a permis l'élaboration de projets renforcés s'inscrivant dans une continuité éducative et pour toute la durée de l'été. L'objectif était de faire de cet été un été d'apprentissage, de découverte et de solidarité, de développer la culture et d'encourager les pratiques sportives. Les publics ciblés sont les jeunes de 3 à 18 ans des QPV et la période concernée est celle des deux mois d'été.

La Ville et la Métropole de Montpellier ont privilégié les activités de proximité, permettant en particulier la mixité des publics et répondant aussi aux besoins des familles pendant toute la période des vacances scolaires. Il s'agit pour cet été de faire plus, de mobiliser les établissements tels que les maisons pour tous, le théâtre Jean Vilar, les médiathèques, de démultiplier les projets dans les 12 quartiers de la politique de la ville, par exemple les stages sportifs ou les mini concerts du conservatoire. La mise en œuvre de ces projets

Contribue également à une présence renforcée des services publics dans les quartiers pendant l'été.

En complément à la démarche, un recensement des projets associatifs a été réalisé. Il s'agit de projets initialement prévus durant l'année scolaire et non réalisés du fait du confinement, et de projets nouveaux répondant à la demande formulée par l'Etat dans la circulaire du 8 juin 2020 pour des vacances apprenantes. Ces projets viennent compléter et s'inscrire dans l'offre proposée par la Ville et la Métropole.

Le programme, présenté en annexe, avec des actions portées soit par les services de la Ville et de la Métropole, soit par des associations partenaires du contrat de ville, a ainsi été élaboré en lien avec les services de l'Etat (DDCS et DRAC).

Le périmètre d'intervention des actions présentées au titre du Plan Quartiers d'été 2020 est celui de des 12 quartiers politiques de la ville mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Il convient de solliciter l'Etat pour l'obtention de subventions, pour chacun des projets portés par les services de la Métropole et de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'acter la programmation des projets indiqués dans le tableau ci-annexé ;
- de solliciter toute subvention, en particulier auprès de l'Etat, pour la réalisation des projets portés par la collectivité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique BRUNET.

**Fait à Montpellier, le 6 août 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 août 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Liste activité QPV été

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200730-136342-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/08/20  
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.